

Revoilà les interminables embouteillages

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4571 - Jeudi 6 septembre 2018 - Prix : 10 DA

Suspicion de choléra
Un avion parti d'Algérie atterrit à Perpignan

Page 24

A Pékin pour le Forum sur la coopération sino-africaine

Ouyahia évalue le travail des entreprises chinoises en Algérie

Page 3

L'étroite marge de manœuvre de la Turquie

Par Mohamed Habili

Sous le rapport des préparatifs tout au moins, il en est de la dernière bataille dans la guerre syrienne, dont le début ne devrait pas trop tarder maintenant, comme de celle qui a précédé, à Deraa et dans ses environs : il est bien plus aisé pour Damas et ses alliés de la remporter que de la commencer. Les troupes syriennes sont restées plusieurs semaines à l'arrêt tout autour de Deraa, attendant que Russes, Américains, Jordaniens et Israéliens, se mettent d'accord entre eux sur les implications de cette bataille. Elles ne sont passées à l'action qu'après que leurs différends à cet égard eurent été réglés. Situation similaire à Idleb, sauf qu'elle n'implique pas les mêmes pays intéressés au déroulement et aux conséquences des opérations à venir. Dans ce cas, ce sont les Russes et les Turcs qui doivent préalablement aboutir à un accord. De fait, ils n'arrêtent pas de se concerter, au niveau de leurs chefs de la diplomatie, mais aussi par l'intermédiaire de leurs chefs militaires. De sorte qu'en l'occurrence, le terme même de préparatifs revêt un sens particulier. Il ne s'agit pas tant de faire prendre leurs positions aux forces devant donner l'assaut, tâche accomplie depuis quelque temps déjà, que d'obtenir le feu vert des Russes et des Turcs. Leurs concertations, pour intenses qu'elles soient, ne semblent pas avoir abouti, à s'en tenir en tout cas aux déclarations de leurs ministres des Affaires étrangères en la matière.

Suite en page 3

Rentrée scolaire/Cap sur la formation des enseignants

La qualité, vrai défi ou vœu pieux ?



Ph/D.R.

Plus de 9 millions d'élèves au niveau national, répartis sur 27 000 établissements des trois paliers scolaires, ont rejoint hier leurs classes. La formation sera, à partir de cette année, au cœur des priorités du secteur de l'Education nationale qui tend à relever «le défi de la qualité».

Lire page 2

LPP

Temmar : remédier aux lacunes soulevées par les bénéficiaires

Page 4

Exposition d'origami de Mohamed Kamel Eddine Maizia

Quant la créativité s'impose

Page 13

Rentrée scolaire/Cap sur la formation des enseignants

La qualité, vrai défi ou vœu pieux ?

■ Plus de 9 millions d'élèves au niveau national, répartis sur 27 000 établissements des trois paliers scolaires, ont rejoint hier leurs classes. La formation sera, à partir de cette année, au cœur des priorités du secteur de l'Education nationale qui tend à relever «le défi de la qualité».

Par Louiza Ait Ramdane

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrît, qui a procédé à partir de Mascara au lancement de la nouvelle année scolaire 2018-2019, placée sous le slogan «Faire du vivre-ensemble en paix un acquis et un principe éducatif», a évoqué les challenges que doit relever son secteur. Le premier défi, selon elle, concerne la qualité de l'école algérienne qui est tributaire de la qualité de l'encadrement devant contribuer à la lutte contre l'échec scolaire. Ce défi, explique-t-elle, repose sur une ouverture sur les progrès enregistrés en matière d'ouverture pédagogique et ce, par le biais d'une formation continue, d'une mise à niveau des connaissances et de l'amour de la profession. Benghebrît a rappelé que les efforts déployés par l'Etat au profit du secteur de l'Education n'ont jamais cessé, en consacrant d'importants budgets et de grands investissements. «Ce soutien a toujours été constant, même en cette conjoncture économique difficile que connaît le pays», a-t-elle rappelé dans ce contexte. La ministre a également



Ph.D.R.

souligné que l'enseignement de l'histoire politique, sociale et culturelle du pays a été l'une des priorités du secteur de l'Education. Concernant le choix du slogan de cette nouvelle année scolaire, elle a expliqué que «l'objectif est de jeter les assises d'une société éprise de

paix et de démocratie, ouverte sur le monde, sur le progrès et la modernité». Dans ce même objectif d'assurer une rentrée des classes réussie, la ministre de l'Education a instruit les directeurs de wilaya de l'Education à l'effet de mettre en place et dynamiser les cellules d'accueil des

élèves et de leurs parents au niveau des Directions de l'éducation et des écoles. Cette initiative a pour objectif de contribuer à la réussite de cette rentrée scolaire, notamment par les orientations et les conseils donnés aux élèves et à leurs parents. Il est également question d'encourager la création

d'associations de parents d'élèves mais aussi d'informer et sensibiliser la communauté éducative via l'espace numérique du système d'information dédié aux parents.

Aussi et pour accueillir tous les élèves et faire face à la surcharge des classes, c'est l'ensemble des 27 351 établissements scolaires qui ont été mobilisés, outre le recours aux classes en préfabriqué mises en place par le ministère de l'Habitat, aux classes mobiles et au système des classes à double vacation. En prévision de cette rentrée, le ministère a promulgué une circulaire concernant les trois cycles (primaire, moyen et secondaire) portant «allègement du poids du cartable ainsi que la réduction des coûts des articles scolaires et la rationalisation de leur utilisation». Les recommandations portent également sur la nécessité du maintien du cahier d'activités en classe. Il s'agit aussi de «ne pas ramener tous les articles à la fois et de consacrer un casier à la classe», avait souligné la ministre. La réussite de l'actuelle rentrée scolaire est tributaire du strict respect de toutes les instructions et orientations données. L. A. R.

Rentrée scolaire à Béjaïa

C'est parti pour plus de 200 000 élèves

C'est parti ! La rentrée scolaire a eu lieu hier à Béjaïa. Quelque 203 486 élèves ont rejoint les bancs des écoles des trois paliers de l'éducation. Parmi eux, 17 520 élèves sont inscrits en première année et 14 992 dans le préscolaire. Plus de 17 000 élèves ont rejoint l'école pour la première fois. Les 203 486 élèves seront encadrés sur le plan pédagogique par quelque 13 420 enseignants répartis en trois paliers, avec 5 429 enseignants dans le cycle primaire, 4 873 dans le moyen et 5 429 dans le secondaire. Plus de 70 000 enfants scolarisés issus de familles nécessiteuses bénéficieront de 3 000,00 DA d'aide de l'Etat dans le cadre du programme de solidarité comme

chaque rentrée, soit 35% environ des élèves scolarisés que compte la wilaya. Le coup d'envoi de la rentrée scolaire a été donné par le wali par intérim, Toufik Mezhoud, à partir de l'école primaire Hitouche du chef-lieu de Béjaïa. Le wali par intérim a donné des instructions aux autorités du secteur de l'éducation et aux APC pour poursuivre les travaux de réfection et d'entretien des écoles, de façon à permettre une scolarisation normale et surtout la mise en service de toutes les cantines scolaires. Il a instruit le directeur de l'éducation de prendre les mesures qui s'imposent en cas de besoin et en cas de manques et a affirmé à la radio avoir alloué une enveloppe financière très importante au

secteur dans le cadre du FCCL pour cette opération. «Les cantines scolaires doivent être mises en service rapidement», a-t-il déclaré aux autorités du secteur. Au sujet de la surcharge des classes, il dira : «On est dans la normalité et il n'y a pas de pression cette année. Autrement dit, les choses se sont beaucoup améliorées, surtout au primaire avec entre 24 et 26 élèves par classe». Il a reconnu qu'il y a parfois une occupation importante au niveau du cycle moyen avec 40 élèves, et dans le cas de certains établissements il faut revoir carrément, propose-t-il, la carte scolaire et penser à réaliser des extensions, construire de nouveaux établissements, blocs, entre autres. «On a tendu la main

à l'APW et on a été prévoyant sur la nécessité d'opérer des entretiens et des réfections. On a laissé les deux parties travailler ensemble afin d'améliorer et moderniser les infrastructures», a-t-il ajouté. Notons que la rentrée scolaire a eu lieu sous un impressionnant dispositif sécuritaire constitué de 1 014 éléments. Ce dispositif a été mis en place aux alentours des établissements scolaires afin de sécuriser et assurer le bon déroulement de la rentrée scolaire qui a été précédée par des opérations de nettoyage des cours, des cantines et réfectoires, des toilettes et des réserves d'eau, notamment pour éviter toute apparition de maladies à transmission hydrique ou d'épidémie

comme le choléra. Notons que la rentrée scolaire n'a pas eu lieu au niveau d'au moins deux écoles primaires à Ighil Larbaâ dans la commune de Barbacha et Frères Soummari à Béjaïa. Les parents d'élèves ont décidé de garder leurs enfants à la maison. A Ighil Larbaâ les parents d'élèves protestent contre les mauvaises conditions régnant dans l'établissement et la dégradation des infrastructures dont la cour, les toilettes et les classes, alors qu'au niveau de l'école Soummari, les parents sont très en colère contre le retard accusé dans la réfection des classes et la dégradation en général de l'établissement, entre autres.

Hocine Cherfa

Nécessité d'acquiescer un matériel de pêche autorisé

Objectif : remplacer tous les filets dérivants

La Direction générale de la Pêche et de l'aquaculture compte subventionner l'acquisition de matériels de pêche autorisés pour limiter l'usage des filets dérivants, occasionnant des dégâts sur la biodiversité marine, a-t-on appris de cette administration. «Nous voulons introduire un nouveau soutien pour permettre aux pêcheurs qui pratiquent la pêche aux filets maillants dérivants d'acquiescer de nouveaux

équipements, la palangre notamment», a indiqué l'APS le directeur général de cette instance, Taha Hammouche. «Cette recommandation est en cours d'étude», a-t-il précisé, soulignant que l'usage des filets dérivants, même s'il n'est pas interdit en Algérie, est soumis à une réglementation rigoureuse. La méthode de pêche à l'aide de filets dérivants est pointée du doigt par les spécialistes pour le fait qu'elle permet la

capture d'espèces non ciblées, comme l'explique, pour sa part, le Pr Mouloud Benabdi, un expert en biodiversité marine de l'Université d'Oran. «En Méditerranée, les filets dérivants sont utilisés pour la pêche des gros pélagiques comme le thon et l'espadon. Toutefois, ils capturent également des espèces marines non visées, comme la tortue et le dauphin, mettant l'avenir de cette faune en danger», explique-t-il encore. Le

même spécialiste a ajouté qu'une partie de ces équipements abandonnés finissent par se perdre pour se transformer en filets fantômes pêchant indéfiniment le poisson. A ce sujet, Mouloud Benabdi a rappelé que le phénomène des filets fantômes est plus répandu à l'Ouest par rapport aux régions Est et Centre du pays. Il a expliqué que la réglementation en vigueur n'est souvent pas respectée quant à l'usage de ce type de

matériel. «Alors que la longueur de ces filets est limitée à 2,5 km, certains pêcheurs utilisent des moyens atteignant souvent les 7 km de longueur», a-t-il précisé. Cet expert a estimé que le passage à la pêche à la palangre nécessite non seulement des subventions pour l'acquisition du matériel nécessaire mais également une formation adéquate des pêcheurs, car «la méthode est très technique», a-t-il relevé. May G.

A Pékin pour le Forum sur la coopération sino-africaine

Ouyahia évalue le travail des entreprises chinoises en Algérie

■ Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, représentant du chef de l'Etat au 3^e Forum sur la coopération sino-africaine qui se déroule à Pékin, a procédé, hier, à une évaluation du partenariat économique chinois pour la réalisation des projets de développement en Algérie, ainsi que rapporté par l'APS.

Par Lynda Naili

A ce titre, bon nombre de chefs d'entreprises chinoises implantées en Algérie ont été reçus lors d'une audience que le Premier ministre leur a accordée. Il s'agit notamment, selon la même source, des représentants de l'entreprise China State Construction Engineering Corporation (CSCEC), en charge de la construction de la Grande Mosquée d'Alger et du projet du Port centre, le chef de l'entreprise China International Trust Investment Corporation (CITIC) engagée dans la réalisation du projet d'exploitation et de transformation du phosphate dans l'Est du pays, le président de l'entreprise CITIC chargée de la réalisation d'une partie de l'autoroute Est-Ouest, le président de l'entreprise China Railway Construction Corporation Limited (CRCC) impliquée dans différents programmes de construction, notamment d'infrastructures routières et ferroviaires. Ainsi, effectuant une évaluation de l'état de la mise en œuvre des projets en cours de réalisation en Algérie, Ouyahia qui a souligné «la dimension stratégique» du partenariat chinois, a notamment mis l'accent sur l'importance du parachèvement de ces projets dans les délais requis. Par ailleurs, les échanges ont également porté sur la nécessité de la mise en place de partenariats avec des sociétés algériennes.

Rappelons qu'avant-hier Ahmed Ouyahia avait souligné, dans son allocution au 3^e Forum sur la coopération sino-africaine (Focac), que

«la contribution des entreprises chinoises à la réalisation des vastes programmes algériens de développement est supérieure à 10 milliards de dollars chaque année».

Il est vrai que la présence de la Chine en Algérie s'est fortement renforcée ces dernières années. Actuellement, elles sont plus de 1 000 entreprises en activité en Algérie dans divers secteurs, essentiellement dans le BTPH, l'énergie et la pétrochimie, les télécommunications et l'import-export. En termes d'échanges commerciaux, depuis 2013 elle continue de préserver sa première place devenant ainsi un fournisseur incontournable. Toutefois, il n'en est pas de même en matière d'IDE (investissements directs étrangers), en témoigne la frilosité affichée par les entreprises chinoises présentes à la dernière Foire internationale d'Alger, mais aussi l'appel récent du ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youssi, lancé à leur endroit pour le renforcement de la coopération dans les domaines industriel et minier entre les deux pays. En réponse, l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Yang Guang Yu, a fait part de la volonté des compagnies chinoises à investir en Algérie au regard des opportunités existantes, notamment dans les domaines de l'industrie automobile y compris la pièce de rechange et des mines.

En effet, les firmes activant aujourd'hui sur le marché national demeurent du moins majoritairement, celles ayant décroché de grands projets structurants



PH/D.R.

dans les précédents plans de développement. Soulignons à ce propos que si la Chine a eu la part du lion dans ces programmes, hormis la qualification, le savoir-faire et la technologie que détiennent les compagnies chinoises, c'est aussi pour les pouvoirs publics un choix à connotation politique puisque ces dernières sont de grandes entreprises généralement publiques ou à capitaux majoritairement publics (elles détiennent en moyenne 80% du stock d'investissement direct chinois à l'étranger), qui dans leur volonté d'investir se plient plus facilement aux obligations et réglementation en vigueur en matière de gestion des IDE et pour qui donc la règle des 49/51 régissant ce domaine n'est nullement une contrainte. Ce qui donne une certaine crédibilité et garantie aux donneurs d'ordre algériens. Néanmoins, s'agissant du mérite de ce partenariat, souvent qualifié de «stratégique» en rai-

son des relations historiques qui lient les deux pays, il a bien souvent été élaboussé par des problèmes de management, de qualité et de respect des délais de réalisation, de surcoûts et de corruption. La déroute du consortium chinois dans la construction de l'autoroute Est-Ouest est un illustre exemple qui ne cesse aujourd'hui encore de défrayer la chronique, y compris dans la presse chinoise elle-même.

Reste à savoir maintenant si au terme des discussions tenues à Pékin avec les responsables des firmes chinoises, l'exigence algérienne sera plus sévère notamment pour ce qui est du respect de la conformité des cahiers des charges des projets structurants à réaliser dans le cadre du parachèvement du quinquennat en cours, afin d'éviter toute surprise de surcoûts et de surévaluations que le budget de l'Etat ne pourrait supporter cette fois-ci.

L. N.

Algérie/BM

Raouia reçoit le vice-président de la Banque mondiale pour la région Mena

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, a reçu, hier à Alger, le vice-président de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena), Ferid Belhaj, a indiqué le ministre dans un communiqué. Nommé à ce poste le 1^{er} juillet 2018, M. Belhaj est en visite en Algérie du 4 au 7 septembre, «dans le cadre

des échanges réguliers de l'Algérie avec la Banque mondiale», précise la même source. Cette visite, ajoute le ministre, vient confirmer la volonté de consolider les liens de coopération de l'Algérie avec cette institution financière internationale et conforter son appui à l'Algérie et sa volonté «pour l'accompagner dans la consolidation et la pour-

suite de ses efforts de diversification de son économie». Cette rencontre entre M. Raouia et le représentant de l'institution de Bretton Woods a été l'occasion pour les deux parties de faire le point sur l'état de la coopération et d'examiner les moyens de la renforcer et d'identifier les moyens les plus appropriés pour la développer, souligne le com-

munié. En outre, les principaux axes de partenariat, qui caractérisent l'action de la Banque mondiale en Algérie, ont été passés en revue lors de cette rencontre.

Il s'agit d'actions qui s'inscrivent dans le cadre de l'économie du savoir et, particulièrement, le projet «Vision de l'Algérie à l'horizon 2035» entrant dans le cadre

du nouveau modèle de croissance économique qui s'étalera jusqu'à l'horizon 2035.

Lamine H.

M. H.

Ministre espagnol des Affaires étrangères

Josep Borrelli Fontelles aujourd'hui à Alger

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, Josep Borrelli Fontelles, effectue aujourd'hui une visite de travail en Algérie à l'invitation de son homologue algérien, Abdelkader Messahel, a indiqué hier un communiqué

du ministère des Affaires étrangères. «A l'invitation de M. Abdelkader Messahel, ministre des Affaires étrangères, M. Josep Borrelli Fontelles, ministre des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, du Royaume d'Espagne, effectuera une visite

de travail en Algérie le 6 septembre 2018», a précisé la même source. Cette visite s'inscrit dans le cadre de «la poursuite et de l'approfondissement du dialogue politique et de la concertation entre les deux pays et intervient dans le prolongement de la 7^e réunion de Haut niveau qui a eu

lieu à Alger le 3 avril dernier», a ajouté la même source. A cette occasion, les deux parties examineront «l'état et les perspectives des relations bilatérales, notamment la coopération économique et commerciales et aborderont les grandes questions régionales et internationales d'intérêt com-

mun, en particulier la crise libyenne, la situation au Mali et au Sahel, le dossier du Sahara occidental, les perspectives de coopération euro-méditerranéennes, les relations euro-africaines ainsi que la situation au Proche-Orient», a souligné le communiqué du MAE.

M. L.

LA QUESTION DU JOUR

L'étroite marge de manœuvre de la Turquie

Suite de la page une

Les Russes mettent plus que jamais l'accent sur la nécessité d'annihiler la menace représentée par les «terroristes» arc-boutés à Idleb, derrière l'écran des populations civiles, alors que les Turcs opposent la catastrophe humanitaire qu'une offensive à outrance ne manquera pas selon eux de provoquer. L'opposition turque n'est pas pour étonner. L'armée turque occupe plusieurs zones au nord de la Syrie. La reprise d'Idleb par Damas et ses alliés aurait pour premier effet la remise en question de cette présence. Ankara aurait du mal à la justifier dès lors que la dernière ville aux mains de la rébellion serait tombée. On comprend dans ces conditions qu'elle veuille retarder le plus longtemps possible le début des opérations. Seulement voilà, la marge de manœuvre des Turcs est des plus étroites. Elle l'est d'autant plus qu'ils ne peuvent plus compter sur le soutien des autres puissances impliquées dans le conflit syrien.

Toute leur action en Syrie a été basée sur la rivalité entre Russes et Américains, et plus généralement entre partisans du régime syrien et ceux de la rébellion. Il n'y a plus qu'eux pour être encore empêtrés physiquement dans le conflit syrien, même s'ils ne sont pas les seuls à y avoir envoyé des soldats. Les Américains ont laissé faire à Deraa, pourtant tout proche de la frontière avec Israël. A l'évidence, ils laisseront faire à Idleb, comme du reste en témoigne leur mise en garde, faite conjointement avec les Français et les Britanniques, à l'adresse de Damas, quant à un éventuel emploi de l'arme chimique dans Idleb. Ils s'y seraient pris autrement s'ils ne voulaient pas d'une offensive. Dans le langage tout d'hostilité qui est le leur avec le régime syrien, dire à celui-ci qu'il lui en cuirait de procéder à une attaque chimique, revient en fait à lui signifier qu'ils n'ont pas l'intention de s'opposer à son offensive projetée sur le dernier bastion tenu par les groupes rebelles.

M. H.

Rentrée scolaire et sociale

Revoilà les interminables embouteillages

■ Qui dit rentrée sociale et scolaire dit bouchons qui s'étirent sur des kilomètres d'autoroute aux heures de pointe. En effet, après trois mois de répit, l'automobiliste doit subir dès aujourd'hui le fameux cortège d'embouteillages et ce, malgré les dispositifs spéciaux en prévision de la rentrée de la Gendarmerie nationale et de la Protection civile.

Par Thinhinene Khouchi

C'est un problème qui dure depuis très longtemps et qui s'aggrave d'année en année. Il s'agit-là du phénomène des embouteillages sur les routes qui prend des proportions alarmantes. En effet, avec la rentrée scolaire qui a eu lieu avant-hier, les automobilistes de la capitale doivent subir le fameux cortège d'embouteillages. De l'avis commun des citoyens et automobilistes, ces interminables bouchons qui bloquent la circulation routière empoisonnent la vie des Algériens car ils sont devenus un vrai facteur de stress et de perte de temps. On ne parlera jamais assez des déboires que subissent les citoyens, les automobilistes algérois ou le transporteur en commun, pour rejoindre les destinations en temps raison-



nable. De nombreux bouchons routiers, notamment durant les heures de pointe, moments qui ne sont d'ailleurs guère différents des autres, bloquent la circulation. «Je prends chaque jour

le bus, et là avec la rentrée scolaire c'est vraiment la galère. A chaque fois, c'est la même histoire, on est obligé de subir les longues files d'embouteillages et s'ajoutent à cela les dix minutes de pose à chaque arrêt, et quand on proteste, personne ne répond, on nous demande même de prendre un taxi au lieu de réclamer», nous a affirmé une citoyenne qui a l'habitude de prendre le bus privé Saïd-Hamdin-Alger-Centre. Et d'ajouter que «parfois les receveurs font exprès de s'évaporer à chaque arrêt et finissent par réapparaître 15 minutes après ou même plus des fois, le temps de nous faire perdre le plus de temps». Un automobiliste nous explique que durant l'été la circulation routière a été fluide mais avec la rentrée sociale déjà et la rentrée scolaire, ce n'est plus le cas. «Ça a commencé il y a une semaine déjà, avec la rentrée sociale. La route "Staouali-Tafourah" été fermée. J'ai passé plus de deux heures pour rentrer chez moi, sachant que d'habitude je ne fais pas plus de 35 minutes», nous confie notre interlocuteur, ajoutant qu'«avec la rentrée scolaire c'est encore pire, il faut vraiment que j'évite les heures de pointe sinon je devrais subir les bouchons quotidiennement jusqu'à la fin de cette année scolaire». Enfin, afin de faire face à ce problème qui ne date pas d'hier, et comme à chaque rentrée scolaire, le Commandement de la Gendarmerie nationale a mis en place, en coordination avec les autorités concernées, en prévision de la rentrée scolaire 2018-2019, un dispositif à même de garantir une sécurité optimale dans les établissements d'enseignement, leurs abords et sur les voies de communication, a indiqué mardi un communiqué de cette institution. Le dispositif fixe et mobile, comprenant des points de surveillance de proximité, des patrouilles et des barages filtrants, opère particulièrement aux heures d'entrée et de sortie des classes, ce qui permet également de faciliter la circulation routière à proximité de ces institutions, a précisé la même source. Même initiative de la part de la Protection civile qui indique qu'un dispositif spécial a été mis en place en prévision de la rentrée scolaire 2018-2019 pour assurer une sécurité optimale aux enfants, notamment sur les axes routiers qui connaissent une grande influence. Ce dispositif spécial vise à assurer une rentrée scolaire sans accidents de la circulation avec le renforcement des équipes d'intervention pour répondre aux différentes sollicitations, particulièrement au niveau des zones urbaines et les points noirs où les risques d'accidents sont élevés, a souligné la même source.

LPP

Temmar : remédier aux lacunes soulevées par les bénéficiaires

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville, Abdelwahid Temmar a affirmé, mardi à Alger, la nécessité de remédier progressivement aux lacunes enregistrées par les citoyens bénéficiaires de logements et de respecter les engagements pris dans ce sens. Lors de sa visite de travail et d'inspection effectuée à la cité Dermouche, commune de Bordj El Bahir à Alger (600 logements promotionnels publics-LPP) pour s'enquérir de la réalisation des raccordements en gaz et d'électricité aux citoyens bénéficiaires, le ministre a déclaré que cette visite se veut être un message clair et direct aux responsables de son secteur sur la nécessité de «respecter les engagements pris envers les citoyens et de prendre en charge leurs préoccupations». «Notre visite aujourd'hui est un

message aux responsables pour qu'ils respectent leurs engagements. Il y a des lacunes à remédier à travers les moyens mis en place et la volonté, d'autant que les préoccupations des citoyens sont soulevées d'une manière civilisée», a-t-il soutenu. Le ministre a rencontré les représentants de la cité qui ont exprimé leur satisfaction quant aux efforts consentis pour remédier aux manques enregistrés, par lesquels ils ont pu bénéficier entièrement des différents raccordements en eau, gaz et électricité. S'adressant aux citoyens, M. Temmar a indiqué que le secteur a adopté le régime de priorité en veillant à assurer des logements aux citoyens et à parachever le reste des besoins (espaces de détente et autres). Saluant le rôle des micro-entreprises œuvrant dans le domaine de la

gestion des cités en termes de sécurité, de propreté et de maintenance, le ministre de l'Habitat a exprimé sa volonté d'étendre cette expérience vers les autres cités du pays. Des postes d'emploi ont été créés par ces micro-entreprises, à savoir des gardiens, des agents de nettoyage et de maintenance. Le ministre s'est entretenu avec les représentants de ces entreprises sur les difficultés qu'ils ont rencontrées sur le terrain. Il a mis en avant que les portes sont ouvertes pour recevoir leurs propositions et examiner les lois régissant le domaine de leur travail. Par ailleurs, le premier responsable du secteur a instruit les responsables de son secteur d'organiser des rencontres avec les représentants des entreprises de gestion des cités et d'examiner la possibilité de vulgariser

leur expérience dans les autres cités pour fournir de meilleurs services au citoyen et réduire la pression sur la commune en matière de sécurité, d'organisation, de propreté et de maintenance. Le ministre a proposé aux bénéficiaires de logements de coordonner avec les autorités locales en vue de garantir des parcelles de terrain destinées à la réalisation des espaces de détente et de loisirs au niveau de ces cités. Le ministre avait annoncé que le dernier délai pour le lancement des projets LPP à Alger sera au plus tard le 15 septembre. Selon les chiffres du ministère, la wilaya d'Alger a bénéficié d'un quota de 26 200 logements LPP, dont 21 695 logements lancés et 15 754 en cours de réalisation, outre 5 941 unités réceptionnées et 4 505 en attente. Anis G.

Industrie

Les matériaux de construction devraient répondre aux exigences du développement durable

L'innovation dans les matériaux de construction s'impose plus que jamais pour les entreprises industrielles du secteur afin de répondre aux exigences du développement durable et faire face aux aléas climatiques, selon le directeur général de la compétitivité industrielle au ministère de l'Industrie, Abdelaziz Guend. «Certes, l'Algérie a réalisé des avancées considérables en matière de production, atteignant une autosuffisance en ciment et en bien d'autres matériaux de construction. Mais au-delà de la production et la conformité aux normes internationales, il faudrait égale-

ment créer de nouveaux produits, en tenant compte de l'aspect environnemental», a-t-il recommandé mardi, lors du séminaire sur le management de l'innovation tenu dans le cadre du jumelage institutionnel Algérie-Union européenne à l'Institut national de la productivité et du développement industriel (Inped), à Boumerdes. Pour lui, la compétitivité est un facteur clé pour permettre aux entreprises de conserver leurs parts de marché au niveau local de façon durable et investir le marché international. La directrice générale de l'Inped, Fouzia Osmani, a souligné que l'innovation industrielle

passera par la formation de la ressource humaine et le développement des compétences. La première responsable de l'Inped a mis en avant la formation continue des cadres du ministère et des entreprises assurée par son institut pour mener à bien ce jumelage et concrétiser les objectifs des pouvoirs publics en matière de diversification de l'économie nationale par la production de produits innovants. Elle a tenu à souligner que l'Inped, qui est une institution publique chargée de former des compétences, est d'un grand apport en termes de formation pédagogique des compétences

et des experts pour gérer cette stratégie de développement des compétences nationales. De son côté, le chef de projet de jumelage Algérie-UE, Bendif Hocine, a expliqué que ce jumelage qui s'inscrit dans le cadre de l'accord d'association de l'Algérie avec l'Union européenne permet d'échanger les idées avec les experts européens sur les moyens à adopter pour créer un écosystème propice à l'innovation industrielle. La clôture des travaux de ce projet de jumelage est prévue pour la fin de ce mois de septembre, selon ce responsable, après la validation du bilan. Kamel L.

et des experts pour gérer cette stratégie de développement des compétences nationales. De son côté, le chef de projet de jumelage Algérie-UE, Bendif Hocine, a expliqué que ce jumelage qui s'inscrit dans le cadre de l'accord d'association de l'Algérie avec l'Union européenne permet d'échanger les idées avec les experts européens sur les moyens à adopter pour créer un écosystème propice à l'innovation industrielle. La clôture des travaux de ce projet de jumelage est prévue pour la fin de ce mois de septembre, selon ce responsable, après la validation du bilan. Kamel L.

T. K.

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à plus de 76 dollars

■ Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi mardi à 76,32 dollars le baril, contre 75,77 dollars la veille, a indiqué hier l'Organisation sur son site web.

Par Salem K.

Introduit en 2005, le panier de référence des pétroles bruts de l'Opep comprend le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Ecuador), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), l'Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (kuwait), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Qatar Marin (Qatar), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (UAE) et le Mery (Venezuela). Mardi, les cours de l'or noir étaient en hausse à Londres.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre, valait 78,22 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 58 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'octobre prenait 17 cents à 69,97 dollars une heure après son ouverture. Pour rappel, les 24 pays producteurs



PH. > D. K.

Opep et non Opep ont convenu, le 23 juin dernier à Vienne, de limiter à 100% leur niveau de respect des engagements pris dans le cadre de l'accord de baisse qui vise à retirer du marché 1,8 million de barils/jour. Cet accord Opep-non Opep a été prolongé jusqu'à fin 2018 lors de la réunion tenue en novembre 2017.

A noter que les pays participant à la déclaration de la coopération ont atteint un niveau de conformité de 109% au cours du mois de juillet dernier, contre 121% en juin dernier.

La prochaine réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (JMCC) est prévue pour le 23 septembre 2018 à Alger.

Lors de cette réunion, le JMCC examinera le plan de suivi des fondamentaux du marché et des niveaux de conformité pour le reste de l'année 2018, ainsi que le cadre de coopération à établir en 2019 et au-delà.

S. K./APS

Réalisation d'une nouvelle jetée de GNL à Skikda

L'ouverture des plis des offres prévue fin septembre

Le résultat final de l'évaluation des offres techniques et financières relatives au projet de réalisation d'une nouvelle jetée de GNL et l'extension du port pétrolier de Skikda sera connu la fin septembre-début octobre prochain, a indiqué mardi à Alger un haut responsable du groupe Sonatrach. «L'évaluation des offres techniques relatives au projet de réalisation d'une nouvelle jetée de GNL et l'extension du port pétrolier de Skikda se déroulera durant le mois de septembre courant. Après cette évaluation, il sera procédé à l'ouverture des offres financières qui devra, au final, permettre de retenir une seule société parmi les quatre sélectionnées pour la réalisation dudit projet», a expliqué Toufik Hakkar, vice-président Business, Développement et Marketing (BDM) auprès de la Sonatrach. Intervenant lors d'une séance de présentation du

projet de réalisation d'une nouvelle jetée de GNL et l'extension du port pétrolier de Skikda, ce responsable a rappelé que l'appel à manifestation d'intérêt international avait été lancé le 18 mars 2018. Selon M. Hakkar, sur 13 sociétés invitées à l'appel à manifestation d'intérêt, sept ont répondu favorablement dont cinq avaient été retenues pour la suite du processus. Il s'agit de Hyundai E&C (Corée du Sud), de CHEC-China Harbour Engineering Company (Chine), d'Orascom Construction-Besix (Egypte-Belgique), de Ronessans/Ballast-Nedam (Turquie/Pays-Bas) et enfin du groupement Gicotecnica-PEG/Archirodon (Italie-Grèce), qui s'est retiré de la course pour se joindre à Gicotecnica-PEG le soumissionnaire d'Orascom Construction-Besix, en tant que sous-traitant. Ainsi, les quatre soumissionnaires restants ont

déposé les offres techniques relatives à ce projet dont la livraison est prévue avant 2020. Porter la production du méga-train GNL de Skikda à sa capacité nominale inscrites dans la Stratégie SH 2030, la réalisation d'une nouvelle jetée de GNL et l'extension du port pétrolier de Skikda «devra permettre au méga-train GNL de Skikda de porter sa production à sa capacité nominale», a, pour sa part, indiqué Mounir Belhocine, responsable auprès de BDM Sonatrach. Il permettra également l'accostage de navires de grandes capacités (220 000 m³), ouvrant ainsi des perspectives supplémentaires de marchés pour le GNL algérien sans omettre la prise en charge des besoins actuels et futurs en installations portuaires pour les produits issus des activités de raffinage et de pétrochimie, a ajouté M. Belhocine. Selon lui, ce projet

comporte quatre tranches dont la première consiste à réaliser une nouvelle jetée avec un nouveau poste de chargement dédié au GNL (navires de 220 000 m³). Pour ce qui est de la deuxième tranche, elle porte sur la reconversion du poste existant de chargement de GNL «M1» en poste de chargement GPL (propane et butane). Quant à la troisième tranche dudit projet, elle porte sur le confortement de la jetée principale Nord existante (brise-lames) et son extension ainsi que la réalisation d'un nouveau poste de chargement & déchargement «P4», dédié à l'accostage des navires de 50 000 à 250 000 tonnes, pour les produits bruts et raffinés. La quatrième tranche consiste, elle, à installer un nouveau bras de déchargement du méthyle tert-butyle éther (MTBE) au poste A1 ainsi qu'une ligne et son interconnexion au bac de stockage

de RA1 K. Selon M. Belhocine, pour compléter les contours techniques du projet, plusieurs rencontres ont été organisées entre les cadres de Sonatrach et ceux des Directions des travaux publics et de l'environnement de Skikda et de l'Entreprise portuaire de cette wilaya. Il a, à ce titre, fait savoir qu'une décision interministérielle (ministère de l'Énergie et ministère des Travaux publics et des transports) cadre désormais cette concertation. Intervenant lors de cette rencontre, le P-dg du groupe Sonatrach, Abdelmoumène Ould Kaddour, a souligné l'impératif de multiplier les bacs de stockage. «Nous avions le méga-train GNL de Skikda et nous allons réaliser la jetée GNL, mais, il nous faudra des bacs pour stocker le GNL», a-t-il signalé. Il a, à ce titre, mis l'accent sur l'impératif de travailler en «cohérence» pour assurer une certaine «intégration» des différentes activités du groupe. M. Ould Kaddour est revenu, à ce propos, sur la nouvelle stratégie de Sonatrach qui vise, entre autres, à s'internationaliser : «On veut que Sonatrach devienne une entreprise internationale et l'une des meilleures entreprises dans le monde. Pour cela, il faut avoir les capacités pour le faire», a-t-il signalé, ajoutant que «vendre du GNL aux marchés extérieurs est l'un des moyens importants pour développer nos capacités de production».

Kamel L.

Christine Lagarde :

Progression des discussions Argentine-FMI

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a indiqué mardi que les discussions avec l'Argentine avaient «progressé» dans l'optique de «renforcer davantage le programme des autorités argentines soutenu par le FMI». M^{me} Lagarde a rencontré mardi après-midi le ministre argentin de l'Économie, Nicolas Dujovne, «pour entamer des discussions sur la meilleure manière dont le Fonds pourrait soutenir l'Argentine face au regain de volatilité financière et à un environnement économique difficile», selon un communiqué du Fonds monétaire international. Elle a précisé que les discussions

allaient se poursuivre «au niveau technique» pour «parvenir rapidement à une conclusion». Buenos Aires cherche à faire accélérer les versements d'un programme de soutien économique du FMI de 50 milliards de dollars signé en juin.

Interrogé sur la tranche qu'il pourrait obtenir plus rapidement, le ministre argentin a répondu : «Nous ne pouvons pas donner de chiffres pour l'instant». «Nous ne pouvons en aucun cas donner de chiffres au moment où nous sommes en pleine discussion avec les autorités», a-t-il déclaré à des journalistes.

Un premier versement de 15 milliards de dollars a déjà été effectué fin juin. En contrepartie d'un nouvel effort du FMI, les autorités argentines doivent revoir leur programme de réformes économiques.

Elles ont annoncé de nouvelles taxes sur les exportations et le président argentin Mauricio Macri a présenté lundi un plan de coupes pour réduire le déficit budgétaire du pays à zéro en 2019. Dans le cadre de cette stratégie d'économies, douze des 22 ministères ont été rétrogradés en secrétariats d'Etat, y compris des portefeuilles-clés tels que la Santé et le Travail.

R. E.

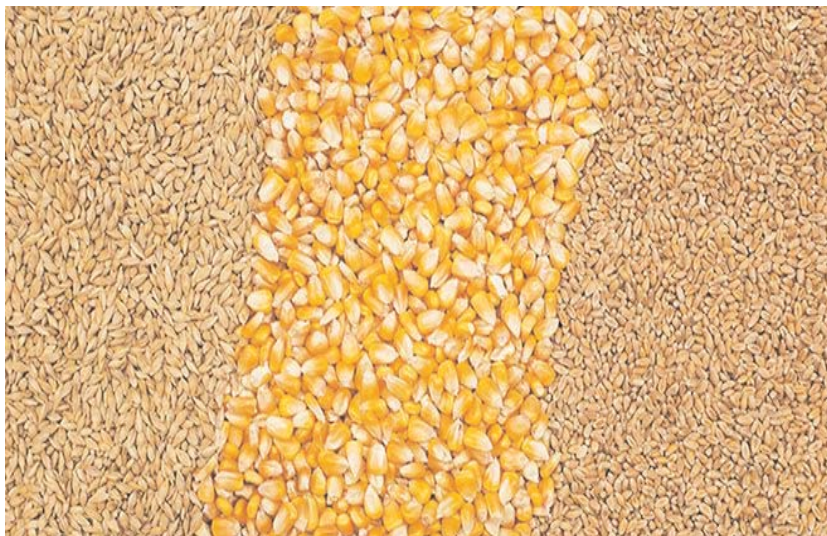
Mascara

Autosuffisance en semences de céréales

■ La wilaya de Mascara a réalisé, cette saison et pour la deuxième année consécutive, une autosuffisance en semences de céréales avec une production de 80 000 quintaux, a annoncé mardi le secrétaire général de la Chambre d'agriculture de la wilaya.

Par Yanis R.

Les céréaliculteurs de la wilaya se sont contentés, lors de la campagne de labours-semences, des semences locales dont la production a atteint 80 000 qx, dépassant les besoins estimés chaque année à 50 000 qx, a-t-on indiqué. La Direction des services agricoles (DSA) a réservé 140 000 hectares à la culture de



différentes variétés de céréales pour la nouvelle saison, dont 4 000 ha du programme d'intensification des semences où activent 100 agriculteurs. Aussi, le secrétaire général de la Chambre agricole de la wilaya de Mascara a valorisé le programme lancé

par l'Office national de commercialisation des produits viticoles en collaboration avec 4 agriculteurs de la wilaya pour le développement de la filière. Le ministère de tutelle parie sur une augmentation de la production locale et la réduction de l'importation.

Mostaganem : production de plus de 1,1 million qx de céréales

La wilaya de Mostaganem a réalisé une production de 1,180 million de qx de céréales cette

saison agricole (2017-2018), a-t-on appris mardi auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Selon la chef de service production à la DSA, Aouicha Bouras, la production céréalière a doublé par rapport à celle de l'année dernière (2016-2017), à la faveur de la bonne pluviométrie et la maîtrise du parcours technique, signalant la production cette saison de 670 000 qx d'orge, 321 000 qx de blé tendre, 152 000 qx de blé dur et 35 000 qx d'avoine, soit un rendement record de 24 qx à l'hectare.

La Direction des services agricoles de Mostaganem a mobilisé 50 moissonneuses-batteuses appartenant à des coopératives agricoles et à des privés pour garantir la réussite de la campagne moisson-battage lancée en mai dernier.

Des points de collecte ont été ouverts au niveau de Sidi Ali et Mesra pour le stockage des récoltes totalisant une capacité de 110 000 qx, a-t-elle fait savoir.

La wilaya de Mostaganem a consacré 48 750 hectares pour les grandes cultures destinées à la consommation dont 5 843 ha pour le blé dur, 13 870 ha pour le blé tendre, 26 930 ha pour l'orge et 2 117 ha pour l'avoine, a indiqué la même responsable. En outre, 750 ha sont réservés à la production de semences dont 425 ha de semences de blé dur, 62 ha pour le blé tendre, 263 ha pour les semences d'orge, a-t-elle ajouté.

Y. R./APS

Tiaret

Concours national d'équitation demain

Un concours national d'endurance de 40 et 60 km débutera demain à Tiaret, avec la participation de sept équipes de quatre wilayas du pays, a indiqué mardi le président de l'association «Ribat El Kheil», initiatrice. Ce concours de deux jours, organisé sous l'égide de la Fédération équestre algérienne

(FEA) en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tiaret, sera lancé lors d'une cérémonie au centre régional d'insémination artificielle et d'amélioration génétique de Chaouchaoua. Le président de l'association, qui organise ce genre de concours pour la première fois, a souligné

que les courses se dérouleront samedi sur un parcours de 20 km partant du centre équestre de Chaouchaoua vers le village de Chréta puis Dahmouni et retour au point de départ. Ce concours est qualificatif aux championnats nationaux et internationaux prochains.

O. N.

Formation professionnelle à Annaba

Introduction de nouvelles spécialités

De nouvelles spécialités de formation professionnelle relatives à l'entretien et à l'installation de panneaux photovoltaïques ainsi que la réparation de tout genre d'engins de chantier ont été introduites à Annaba, a-t-on appris mardi des responsables des secteurs. L'ouverture de ces nouvelles spécialités vient en

réponse à la forte demande émise par le marché du travail concernant les métiers relatifs à l'utilisation des énergies renouvelables et à l'entretien des engins des différents chantiers de construction et de travaux publics, ont indiqué les organisateurs d'une caravane d'information, organisée en vue du lancement de la nouvelle

année professionnelle 2018-2019. En plus d'offrir l'encadrement technique nécessaire, le Centre de formation et d'enseignement professionnels Belaid-Belkacem d'Annaba s'est doté d'équipements hautement sophistiqués pour garantir une formation qualifiante de qualité en ce qui concerne l'exploitation des énergies

renouvelables, ont indiqué les responsables du secteur. D'autres nouvelles spécialités sont venues enrichir la carte pédagogique du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Annaba au titre de la nouvelle rentrée, parmi lesquelles le design d'intérieur, le business consulting ou encore la création

dans le domaine de la mode. Le secteur de la formation professionnelle et de l'enseignement professionnels d'Annaba propose, au titre de la prochaine session, 6 323 postes de formation répartis sur 18 établissements pour une capacité d'accueil de plus de 14 000 apprenants.

Dalil Y.

Oum El Bouaghi

Réception de huit groupes scolaires et un lycée

Huit groupes scolaires et un lycée seront réceptionnés dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, au titre de la rentrée scolaire 2018-2019, a annoncé mardi la direction de l'Education. Ces groupes scolaires répartis sur les communes d'Oum El Bouaghi,

Ain Beida, Ain Mila, Meskiana et Ain Fekroune, sont destinés à accueillir plus de 500 élèves, a indiqué à l'APS le chargé de l'information et de la communication auprès de la direction de l'Education, Achour Demane Debih. La localité d'Ain Fekroune

verra également l'ouverture d'un lycée d'une capacité d'accueil de 800 places, doté d'un internat destiné à servir 200 repas, a précisé le responsable, notant que le lycée Hini-El-Mekki de la commune d'Ain Beida sera aussi doté d'un internat. Les chantiers de

plusieurs salles de sport relevant de ce même secteur sont en voie de finalisation, a-t-il ajouté, soulignant que ces projets sont en phase de dernières retouches des gradins et des toitures. Au total, sept groupes scolaires, une cantine scolaire d'une capacité

de 200 repas, deux CEM, trois lycées, trois demi-pensions, répartis sur différentes communes de la wilaya, ont bénéficié d'équipements pédagogiques et de bibliothèques, en prévision de cette rentrée scolaire, a-t-on signalé.

Ramy H.

Relizane

47 foyers de brucellose décelés depuis le début de l'année en cours

Pas moins de 47 foyers de brucellose affectant les bovins ont été décelés dans la wilaya de Relizane depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris mardi de l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, Ali Abdelaziz. Ces foyers ont été détectés lors du suivi et de la vaccination des vaches laitières ciblant un total de 1 559

exploitations agricoles de la wilaya et initiées régulièrement par l'inspection vétérinaire de la wilaya. La plupart des zones où ont été décelées ces foyers se situent à l'est et au sud de la wilaya, notamment à Mazouna, Zemmoura, où se trouvent des têtes de bovins en grand nombre. L'opération de dépista-

ge et de vaccination, qui a touché 6 747 têtes de vaches laitières, a révélé 47 cas de vaches contaminées qui ont été abattues directement. Le contrôle vétérinaire se poursuit pour prélever des échantillons dans certaines zones rurales où est suspectée une prolifération de cette maladie afin d'éviter sa propagation et les

soumettre aux analyses avant de les envoyer à l'Institut Pasteur d'Alger pour confirmation. Le responsable a souligné que la Direction des services agricoles procédera prochainement à l'indemnisation des éleveurs de bovins affectés par cette maladie. La brucellose est une maladie qui atteint l'homme par le transfert de

la bactérie causant la brucellose par la consommation du lait de vache et dérivés pollués ou par contact direct avec l'animal affecté. La wilaya de Relizane dispose d'un patrimoine animalier de plus de 30 000 têtes bovines, dont 20 000 vaches laitières, selon l'Inspection vétérinaire.

R. R.

Libye

L'ONU annonce un accord de cessez-le-feu près de Tripoli

■ La mission de l'ONU en Libye (Manul) a annoncé mardi la signature d'un accord de cessez-le-feu entre les groupes armés impliqués dans les combats près de la capitale libyenne Tripoli qui ont fait au moins 50 morts depuis le 27 août.

Par Mondji T.

Sous l'égide de l'envoyé spécial de l'ONU en Libye Ghassan Salamé, «un accord de cessez-le-feu a été conclu et signé aujourd'hui pour mettre fin à toutes les hostilités, protéger les civils et sauvegarder les biens publics et privés». Après une nouvelle journée de violents affrontements au sud de la capitale, les combats marquaient une pause en début de soirée. La semaine dernière, un accord de cessez-le-feu annoncé par des dignitaires des villes de l'ouest du pays n'avait été respecté que quelques heures. La Manul a précisé sur son compte Twitter que l'accord prévoit également la réouverture du seul aéroport en service à Tripoli, fermé depuis le 31 août en raison des violences. Elle a précisé toutefois que «la réunion d'aujourd'hui ne visait pas à résoudre tous les problèmes de sécurité de la capitale libyenne» et que le but était de «se mettre d'accord sur un cadre plus large pour aborder ces problèmes». Ont pris part à ces pourparlers fermés à la presse, «des officiers militaires et les chefs des différents groupes armés présents dans et autour de la capitale», ainsi que le ministre de l'Intérieur et d'autres représentants du Gouvernement d'union nationale

(GNA) reconnu par la communauté internationale, selon la Manul. L'ONU n'a pas précisé le lieu de la réunion. Mais selon des sources proches des pourparlers, elle s'est tenue dans la ville de Zawiyah, à moins de 50 kilomètres à l'ouest de la capitale.

1 800 familles libyennes fuient les violences à Tripoli

Quelque 1 825 familles libyennes ont été contraintes de se déplacer depuis fin août, suite aux derniers affrontements survenus dans le sud de Tripoli, a indiqué le Gouvernement d'union nationale libyen. Ces familles, en provenance de sept zones à Tripoli, ont été déplacées vers d'autres zones de sécurité, suite aux affrontements armés opposant les forces gouvernementales aux milices armées, a précisé le ministère des Affaires des personnes déplacées dans un communiqué. Il a ajouté qu'au moins 1 000 familles du sud de Tripoli devraient se déplacer dans la mesure où les affrontements s'intensifiaient et le nombre de victimes civiles augmenterait à la suite de tirs aveugles. Une grande partie des familles restées sur place ont un besoin urgent de nourriture et d'eau, selon un rapport de ce ministère qui fait état

d'attaques contre les secouristes et de «vol» d'ambulances. Samedi dernier, le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a condamné la poursuite de l'escalade des violences à Tripoli et autour de la capitale libyenne qui est, depuis le 27 août, le théâtre d'affrontements violents, qui ont fait 41 morts et 123 blessés. Le Secrétaire général, cité par son porte-parole, a notamment condamné les bombardements aveugles par des groupes armés qui ont entraîné la mort et des blessures de civils, y compris des enfants, rappelant à toutes les parties que le recours aveugle à la force est une violation du droit international humanitaire et des droits de l'Homme. Guterres a appelé aussi toutes les parties à cesser immédiatement les hostilités et à respecter l'accord de cessez-le-feu négocié par l'ONU et les comités de réconciliation.

22 civils tués dans les violences au mois d'août

Les violences en Libye ont tué 22 civils et en ont blessé trois autres au mois d'août, a déclaré mardi la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul). «Du 1^{er} au 31 août 2018, la Mission d'appui des Nations unies en Libye a enregistré 25



PH. A. D. R.

victimes civiles, dont 22 morts et trois blessés, au cours des hostilités survenues à travers la Libye», a indiqué la Manul dans un rapport. «Les victimes décédées comprennent 14 hommes, deux femmes, quatre jeunes garçons et deux jeunes filles. Les blessés comprennent deux hommes et une femme. On estime cependant que le nombre réel de victimes civiles est plus élevé que ces chiffres», selon le rapport. Des tirs d'armes à feu, des bombardements et des

explosifs abandonnés par la guerre ont été les principales causes de ces décès, a ajouté le rapport. La mission a mis en garde les parties en conflit en Libye contre «l'utilisation de mortiers, d'armes indirectes et de bombardements aériens imprécis dans les zones habitées par des civils». Elle a appelé les parties en présence à ne pas déployer de combattants ou de cibles de nature militaire dans des zones habitées.

M. T./APS

Sahara occidental

Le Front Polisario appelle le Parlement européen à rejeter l'accord signé avec l'occupant marocain

Le Front Polisario a appelé mardi le Parlement européen à rejeter l'accord commercial «illégal» signé avec le Maroc et à se pencher sérieusement sur «la grave situation» des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés. Le ministre sahraoui délégué pour l'Europe, Mohammed Sidati, a souligné dans un communiqué publié à l'issue d'une séance d'information tenue avec les membres de la commission chargée du commerce international du Parlement européen et de la mission d'enquête chargée du Sahara occidental, que «le Maroc n'est pas l'autorité administrative, mais une force d'occupation des territoires sahraouis». Mohammed Sidati a affirmé également que «les lois internationales stipulent que le Maroc ne peut négocier au nom du peuple sahraoui avec une partie tierce la conclusion de tels accords, notamment avec l'Union européenne, qui elle-même ne reconnaît pas la prétendue souveraineté revendiquée par le Maroc sur le Sahara occidental». Le ministre sahraoui a ajouté que le Front Polisario considère que «les amendements apportés à l'accord com-

mercial UE et Maroc, incluant le Sahara occidental, sont illégaux et constituent une tentative cynique de contourner la loi internationale et les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue)». «Ces tentatives sapent aussi le processus de paix supervisé par l'ONU», a-t-il soutenu. Affirmant que le peuple sahraoui ne bénéficie pas de l'accord commercial signé par l'occupant marocain, M. Sidati a fait remarquer que «le Royaume décide seul de négocier avec l'UE sur la base de l'exclusion et de la discrimination contre tous ceux qui ne cautionnent pas son occupation illégale des territoires sahraouis», appliquant, a-t-il mentionné, «une véritable politique de l'apartheid économique». Le Front Polisario a invité, dans ce sillage, le Parlement européen à se pencher sérieusement sur la «grave» situation des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis, occupés illégalement par le Maroc, insistant sur la nécessité de permettre à la mission d'enquête de la Commission européenne d'avoir un accès direct aux véritables représentants de la société civile, militants et

groupes de défense des droits de l'Homme sahraouis.

Le Polisario insiste sur le respect des arrêts de la CJUE

Selon le responsable sahraoui, les violations et les atteintes aux droits de l'Homme par le Maroc ont été documentées et authentifiées par un large éventail d'associations indépendantes et internationales. M. Sidati a également précisé dans son texte que «la délégation d'enquête du Parlement européen doit rencontrer les véritables organisations indépendantes de la société civile sahraouie, échappant au contrôle du Maroc, et se rendre aux camps de réfugiés sahraouis où vivent plus de 174 000 personnes forcées à l'exil». Une situation engendrée par l'occupation marocaine de leurs territoires et encouragée par l'exploitation illégale de leurs ressources naturelles, a-t-il relevé. Dans ce contexte, il a ajouté que le Front Polisario a condamné fermement les démarches en cours entreprises par l'Europe en vue d'inclure illégalement le Sahara occidental dans les accords commerciaux

avec le Maroc, soulignant que l'UE n'a pas cherché de «manière sincère et authentique, le consentement du peuple sahraoui». «Les consultations menées avec les agents marocains ne sont pas conformes aux dispositions des arrêts de la Cjue prononcés en décembre 2016 et qui considéraient le Sahara occidental comme un territoire distinct et séparé», a-t-il rappelé. Tout en considérant que ces accords illégaux entre l'UE et le Maroc visent à encourager l'occupation militaire des territoires sahraouis et à porter préjudice au processus de paix, le Front Polisario a demandé à l'UE à ne pas être complice avec «un régime brutal, qui recourt aux disparitions forcées, aux procès militaires contre des civils, ainsi qu'aux méthodes de torture contre le peuple sahraoui qui milite pour ses droits en vertu de la loi internationale». Le Front Polisario a réitéré son engagement dans le processus de paix des Nations unies et dans la recherche d'un règlement pacifique, juste et durable, exhortant l'UE à concentrer ses efforts sur «l'utilisation du commerce comme un catalyseur positif pour la paix». Le Front Polisario avait

mis en garde dimanche dernier que les institutions de droit marocain n'ont aucune légitimité à s'exprimer au lieu et place du peuple du Sahara occidental, et ce, à la veille de la visite d'une délégation du Parlement européen aux deux villes occupées d'El-Ayoune et de Dakhla. La mission devait se rendre lundi sur les territoires occupés du Sahara occidental pour s'assurer une meilleure connaissance de la situation. Pour le Front Polisario, les interlocuteurs relevant du droit marocain que rencontrera la mission ne peuvent donner le moindre avis au nom du peuple sahraoui. La Commission européenne a été invitée à respecter les décisions de la Cour de justice européenne qui avait exigé au paragraphe 106 de l'arrêt du 21 décembre 2016, le consentement du peuple du Sahara occidental, le considérant comme «souverain». Les arrêts de la Cjue de décembre 2016 et du 18 février 2018 avaient stipulé clairement que «toute convention conclue avec le Royaume du Maroc concernant les territoires sahraouis et leurs eaux est une convention nulle et sera annulée».

R. M.

Salon Autowest

Sous le signe du retour des marques

Par Ali Zidane

Le Salon régional de l'automobile de l'Ouest algérien, Autowest, revient dans son édition 2018, prévue à partir du 9 décembre prochain, avec pas moins de trois marques qui feront (ou referont) leur entrée. Selon une source au fait de ce qui se trame dans le milieu de l'automobile en Algérie, le constructeur automobile français Peugeot fera son entrée à Oran après avoir obtenu le feu vert du CNI et l'emplacement pour lancer son unité de montage automobile à Tafraoui. La marque au lion était déjà un habitué du Salon d'Oran où elle exposait toute sa gamme et même des nouveaux modèles, à l'instar du 3008 Spécial Dakar. Peugeot Algérie pourrait ainsi exposer la gamme qui sera assemblée en Algérie, à l'instar de la 301, la 208 et peut-



PHOTO R.

être d'autres modèles. Le groupe Sovac revient lui aussi au Salon D'Oran. Sovac exposera, à coup sûr, sa gamme

assemblée au niveau de son unité à Relizane. Quant aux nouveaux venus, il s'agit de la marque japonaise Fuso, commercialisée en Algérie par Falcon Motors, qui serait «en bonne voie» pour d'obtenir le feu vert du CNI pour son unité d'assemblage de camions. Enfin, la marque américaine Ford revient en Algérie avec un nouveau représentant après avoir été, pendant des années, sous la coupe du groupe Elsecom. La marque sera désormais commercialisée par la SARL GICM-Ford qui compte lancer son unité d'assemblage automobile avant la fin de cette année. D'autres assembleurs automobiles algériens ont déjà confirmé leur participation et réservé leur emplacement, à l'instar de Cima Motors qui sera présent avec les mêmes marques et les mêmes emplacements que l'édition précédente. Idem pour GMI et Gloviz Kia (Global Group), Renault Algérie ou encore MAN Algérie.

Salon de Moscou

Renault présente une édition Dakar du Duster



A l'occasion du Salon de Moscou, Renault présente une édition Dakar du Duster, spécifique au marché russe. La Logan reçoit quant à elle la finition Stepway, qui n'est pas disponible chez nous. Si le Dacia Duster fait partie chez nous des SUV les plus vendus, il rencontre également un grand succès sur d'autres marchés, notamment en Russie. En revanche, il arbore là-bas un badge Renault sur sa calandre et n'est pas encore passé à la seconde génération, que nous connaissons depuis la fin de

l'année 2017. Cela ne l'empêche pas de se doter de séries spéciales inédites, comme la Dakar Edition qui vient d'être dévoilée au Salon de Moscou. Celle-ci fait référence aux Duster qui sont engagés sur le célèbre rallye-raid depuis quelques années par l'équipe Renault Sport Argentine. Ce Duster Dakar se reconnaît tout d'abord à sa couleur de carrosserie Orange Arizona, mais aussi à ses passages de roues et skis de protection en plastique noir, ses jantes de 16 pouces «Black Thema», ses coques de rétroviseurs noires, ainsi qu'à

ses logos Dakar sur le haut des portières avant. De plus, «Dakar» est également inscrit sur le seuil de coffre et sur les baguettes de protection latérales. A l'intérieur, on note les inscriptions «Dakar» sur les dossiers des sièges, ou encore les inserts noir laqué sur les contreportes. Ce Duster reçoit enfin une protection supplémentaire au niveau des sous-basements et dispose du système de démarrage à distance, qui permet par grand froid de réchauffer l'habitacle de l'auto avant de monter dedans.

La berline Logan en Stepway

A noter que pour cette édition



2018 du Salon de Moscou, Renault présente également la berline Logan Stepway, une version indisponible sur notre marché. Celle-ci se dote ainsi des attributs baroudeurs des autres modèles Stepway, comme les

arches de roues noirs et les skis de protection sur les boucliers, tandis que la garde au sol est rehaussée. Elle devient alors l'une des seules berlines du marché à bénéficier d'un pareil traitement.

Groupe PSA

Partenariat stratégique avec Soundhound

Le Groupe PSA signe un partenariat stratégique avec Soundhound Inc, start-up de la Silicon Valley, leader dans les technologies d'intelligence artificielle et de reconnaissance vocale en langage naturel pour la prochaine génération des véhicules du Groupe PSA. La technologie unique «Deep Meaning Understanding» développée par SoundHound Inc est la seule capable de répondre instantanément à plusieurs questions posées dans une même phrase, comme le ferait un être humain.

SoundHound développe, pour les véhicules du Groupe PSA, des algorithmes nécessaires à l'intégration voix et IA, pour adapter la reconnaissance vocale la plus rapide au monde et une parfaite compréhension du langage naturel. Cette nouvelle génération d'assistant vocal permettra aux clients des marques Peugeot, Citroën, DS, Opel et Vauxhall de dialoguer naturellement avec leur véhicule. L'assistant personnel pourra, lui-même, trouver un restaurant répondant à plusieurs critères (ex : ouvert le dimanche en soi-

rée), activer les fonctions de la voiture ou encore lancer les services connectés. Une seule commande vocale pourra permettre de régler à la fois, la température, la ventilation et l'orientation de la climatisation. D'ici 2 ans, le Groupe PSA déploiera la meilleure expérience conversationnelle du marché afin d'apporter toujours plus de fluidité et de rapidité d'interaction aux utilisateurs. Par sa simplicité d'utilisation, cet assistant vocal facilitera la vie à bord des utilisateurs et contribuera à plus de sécurité.

BMW

Première image de la série 8 cabriolet

Après le coupé, le cabriolet BMW Série 8 s'annonce, avec la diffusion des premières images de l'auto camouflée, en pleine séance de test de résistance aux températures élevées. Alors que le nouveau coupé Série 8 a été dévoilé en juin dernier, BMW diffuse les premières images de la version cabriolet. Celle-ci est toutefois encore camouflée, car elle ne devrait pas arriver sur le marché avant le courant de l'année 2019. On peut ainsi voir la remplaçante du cabriolet Série 6 affronter la chaleur et la sécheresse sur les routes de la vallée de la Mort aux Etats-Unis, ou encore se frotter à la circulation de Las Vegas. Si tous les modèles doivent avant leur production subir ces tests de résistance aux conditions extrêmes, cette étape se révèle encore plus importante pour un cabriolet, puisqu'il faut s'assurer de la parfaite étanchéité de la capote, notamment à la poussière. Aucune information supplémentaire ne nous est donnée sur ce nouveau cabriolet, qui devrait sans nul doute se montrer identique au coupé sur le plan technique. Il devrait donc être lancé avec la version M850i, dotée du V8 4.4 biturbo de 530 ch et de la transmission intégrale xDrive, ainsi qu'avec le diesel 840d de 320 ch. Une variante sportive M8 devrait par la suite compléter l'offre comme sur le coupé. Sur le plan esthétique, le cabriolet devrait conserver la même silhouette globale que le coupé, avec des faces avant et arrière identiques. La découpe du toit ne semble en tout cas pas lui être néfaste sur le plan de l'élégance. Reste à savoir si BMW nous donnera un premier aperçu du modèle définitif lors du Mondial de l'auto de Paris en octobre prochain...

Pour l'achat d'une Skoda octavia Sovac offre 3 années de carburant ou une année d'assurance tous risques

Sovac propose aux acquéreurs de la Skoda Octavia, produite dans son usine de Relizane, trois années de carburant offert ou une année d'assurance tous risques auprès d'AXA Assurance, assortie d'une assistance automobile 24h. L'offre du représentant exclusif du groupe Volkswagen en Algérie concerne l'Octavia Business ou Clever. Elle est valable jusqu'au 30 septembre sur l'ensemble de son réseau. L'Octavia est assemblée par Sovac Algérie Production dans trois finitions, Business, Clever et Laurin & Klement, toutes trois animées de la motorisation 2.0 TDI de 143 ch. Limitée actuellement à cette seule grande berline, la gamme Skoda est appelée à être renforcée par l'arrivée de la Fabia et la Rapid, a-t-on déjà annoncé chez Sovac. Rappelons que la Skoda Octavia est commercialisée en Algérie en trois niveaux de finitions, à savoir la «Business» affichée au prix de 3 149 000 dzd. La «Clever» proposée au prix de 3 699 000 et la finition haut de gamme «Laurin & Klement», cédée au prix de 4 500 000 dzd.



In Dzairauto.com



Cisjordanie occupée

Feu vert israélien à la démolition d'un village bédouin emblématique

■ La Cour suprême israélienne a donné hier son feu vert à la démolition d'un village bédouin palestinien devenu emblématique en Cisjordanie occupée, qui pourra intervenir à partir de la semaine prochaine.

Par Rosa C.

Khan al-Ahmar, village principalement constitué de logements et de structures de fortune situé à l'est de Jérusalem près de colonies israéliennes, retient l'attention de gouvernements européens, de l'ONU et d'ONG qui cherchent à empêcher sa destruction.

Ils argumentent que la démolition permettrait d'étendre les colonies et de couper en deux la Cisjordanie, rendant encore plus compliquée la création éventuelle d'un Etat palestinien indépendant, solution de référence de la plus grande partie de la communauté internationale pour résoudre le conflit avec Israël.

Hier, la Cour suprême a rejeté les recours contre la destruction du village. Dès la levée de la mesure judiciaire suspensive, prévue «dans sept jours», les autorités israéliennes pourront mettre en œuvre l'ordre de

démolition, selon la Cour. Celle-ci avait déjà rejeté en mai un appel des habitants contre la démolition du village, construit illégalement selon les autorités israéliennes, mais avait suspendu provisoirement l'ordre de démolition à la suite de deux recours en justice.

Les autorités israéliennes ont offert aux habitants de s'installer près d'Abou Dis en Cisjordanie, mais ces derniers refusent, en faisant valoir que l'endroit proposé est situé à proximité d'une décharge, dans une zone urbaine où ils ne pourraient plus faire paître leurs animaux.

Le ministre israélien de la Défense, Avigdor Lieberman, a applaudi sur Twitter la nouvelle décision de la Cour suprême.

«Je félicite les juges pour la décision courageuse qu'ils ont prise face aux attaques hypocrites orchestrées par Abou Mazen (Mahmoud Abbas, le président palestinien), la gauche et des pays européens», a-t-il dit.



Ph. > D. R.

«Personne ne nous empêchera d'exercer notre souveraineté et notre responsabilité en tant qu'Etat» ajouté le ministre.

Les défenseurs des villageois justifient les constructions sans autorisation par la quasi impossibilité pour eux d'obtenir des permis dans une grande partie de la Cisjordanie, sous contrôle israélien.

Tawfiq Jabareen, avocat des habitants, a accusé la Cour suprême de «suivre le gouvernement de droite israélien».

Interrogé sur la possibilité que les habitants consentent à partir pacifiquement, l'avocat a dit à l'AFP n'avoir «jamais vu quelqu'un rester les bras croisés quand il est expulsé et qu'on lui

détruit sa maison». Israël occupe depuis plus de 50 ans la Cisjordanie où plusieurs communautés de bédouins se sont installées à l'est de Jérusalem, dans un secteur où selon des ONG de défense des droits de l'Homme, Israël projette d'étendre la colonisation.

Le 4 juillet, plus de 30 personnes ont été blessées, selon le Croissant-Rouge, lors d'affrontements entre forces de l'ordre israéliennes et manifestants, quand des équipements lourds, dont un bulldozer, ont été déployés autour du village.

Entre la Cisjordanie occupée et Jérusalem-Est annexée, plus de 600 000 colons israéliens vivent une coexistence souvent

conflictuelle avec près de trois millions de Palestiniens.

Ces colonies rognent peu à peu les territoires sur lesquels les Palestiniens souhaitent créer leur Etat, et compromettent la continuité territoriale, donc la viabilité d'un tel Etat.

La colonisation est illégale au regard du droit international et considérée par une grande partie de la communauté internationale comme faisant obstacle à la paix avec les Palestiniens.

Le gouvernement israélien conteste que les colonies entraînent la recherche de la paix et incrimine un refus palestinien d'accepter un Etat juif dans quelque frontière que ce soit.

R. C.



Points chauds

Désordre

Par Fouzia Mahmoudi

I l y a quelques mois, la publication de l'ouvrage «Le feu et la fureur : Trump à la Maison-Blanche» créait un énorme scandale outre-Atlantique. En effet, l'auteur de ce livre incendiaire qui dépeignait le président américain et son équipe sous le pire jour possible avait été invité par Trump lui-même à le suivre à la Maison-Blanche. Toutefois, malgré cette mauvaise expérience, un autre journaliste s'est vu ouvrir les portes de l'administration américaine, et son livre, publié ces jours-ci, présente lui aussi le président républicain de façon tout aussi négative. Bob Woodward, devenu célèbre grâce à son travail sur le scandale du Watergate, a bénéficié, comme dans tous ses ouvrages sur les présidents précédents, d'un accès privilégié à des dizaines de membres de l'Administration, dont beaucoup ont préféré rester anonymes. Les 448 pages du livre dressent un portrait peu flatteur de la Maison-Blanche, en plein chaos, où le président ne cesse d'effarer ses proches, même les plus courtisans, par son ignorance, son impréparation et ses mensonges. Trump est un «leader émotionnellement à cran, lunatique et imprévisible», résume le journaliste. Les conseillers en sont réduits à toutes sortes de manœuvres extraordinaires pour contrer ses instincts les plus délirants. Ce que Woodward qualifie de «coup d'Etat administratif». Pour contrecarrer les décisions les plus dangereuses de Donald Trump, ses conseillers sont prêts à tout. Même à voler les documents sur son bureau. Le président n'a cessé de tonner contre les traités commerciaux qui vont, selon lui, à l'encontre des intérêts américains et a promis de les renégocier ou de s'en retirer. C'est ainsi qu'il a fait préparer une lettre annonçant le retrait des États-Unis d'un traité avec la Corée du Sud. Une catastrophe, car Séoul est un allié militaire de longue date particulièrement important dans la négociation sur la Corée du Nord. Gary Cohn, son conseiller à l'Économie «atterré» par les conséquences potentielles, explique le journaliste du *Washington Post*, s'est donc faufilé dans le Bureau ovale et a subtilisé le document avant qu'il ne le signe. «Je l'ai volé sur son bureau», a raconté Cohn à un proche. «Je ne voulais pas qu'il le voie. Il n'aura jamais ce document entre les mains. Il faut protéger le pays». Gary Cohn, qui entre-temps a démissionné, a aussi escamoté un document qui devait annoncer le retrait des États-Unis du Nafta, le traité commercial avec le Mexique et le Canada. Ce qui est certain, c'est que la publication de cet énième ouvrage, surtout rédigé par un journaliste aussi respecté et admiré que Woodward, ne fera que consolider l'image d'une présidence désordonnée et impulsive et confirmera à ceux qui détestent déjà Trump qu'ils avaient raison sur son compte. Ceux au contraire qui le soutiennent n'y verront-là qu'une nouvelle preuve de la persécution que subit leur président.

F. M.

ONU

Trump veut une pression maximale sur l'Iran lors de l'Assemblée générale

Le président américain Donald Trump doit diriger, fin septembre, une réunion du Conseil de sécurité sur l'Iran, bête noire des États-Unis, accusée par Washington de déstabiliser le Moyen-Orient. Cette session, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, est prévue le 26 septembre en pleine semaine d'Assemblée générale annuelle des Nations unies, a précisé mardi l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley.

Donald Trump doit également présider, deux jours plus tôt, une autre réunion du Conseil de sécurité consacrée au trafic de drogues dans le monde, a-t-elle ajouté lors d'une conférence de presse.

Interrogée sur une participation du président iranien Hassan Rohani à la réunion du 26 septembre, Nikki Haley a répondu qu'il «avait le droit» d'en faire par-

tie. Le président iranien Hassan Rohani doit prononcer un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU le 25 septembre, après des interventions de ses homologues américain ou français.

«Il est difficile de trouver un endroit (dans le monde) où l'Iran n'est pas dans un conflit», a justifié Nikki Haley. «Nous ne cherchons pas un résultat concret à cette réunion, qui a pour principal objectif de faire comprendre à l'Iran que le monde regarde ses activités déstabilisatrices dans le monde», a-t-elle précisé.

Depuis l'entrée en fonctions du président Trump début 2017, l'Iran est dans le collimateur de Washington. Les États-Unis accusent Téhéran de chercher à se doter d'une arme nucléaire, dénoncent le développement de ses capacités balistiques et son influence grandissante au

Moyen-Orient -Syrie, Yémen...- qu'ils jugent néfaste.

«Il y a une inquiétude croissante à l'égard de l'Iran», a déclaré Nikki Haley. «Si vous regardez le soutien de plus en plus actif de l'Iran au terrorisme, les essais balistiques auxquels ce pays procède, les ventes d'armes aux Houthis au Yémen, ce ne sont que des violations de résolutions du Conseil de sécurité», a estimé la diplomate.

«Il ne s'agit que de menaces à la région qui doivent être discutées par la communauté internationale», a ajouté Nikki Haley.

Lors d'une réunion mardi matin du Conseil de sécurité, consacrée au programme de travail des États-Unis pour septembre et inhabituellement publique, la Russie s'est élevée contre la tenue de cette session spéciale sur l'Iran.



Exposition d'origami de Mohamed Kamel Eddine Maizia

Quand la créativité s'impose

■ Une exposition d'origami à la galerie Ezzou'Art vient de voir le jour grâce au talent du jeune Mohamed Kamel Eddine Maizia. Cet artiste, qui expose des œuvres pleines de créativité, a attiré l'attention du public sur cet art, dont un bon nombre ignore l'existence. D'ailleurs, les enfants et les adultes se sont montrés très curieux devant la magie des objets exposés.

Par Abia Selles

Les jeunes Algériens confirment leur créativité artistique à travers des expositions représentant différentes disciplines. Ces jeunes partagent leur passion, suscitent la curiosité du public et œuvrent pour se faire un nom sur la scène artistique nationale et même internationale. En effet, c'est le cas du jeune origamiste Mohamed Kamel Eddine Maizia qui expose ses œuvres à la galerie Ezzou'Art.

La magie de ces œuvres réside dans leurs dimensions qui diffèrent d'un objet à l'autre, dans les couleurs utilisées (qui varient entre chaudes et froides) ainsi que dans les techniques et les formes.

Les œuvres de cet artiste de vingt-deux ans sont exposées à Alger depuis le 1^{er} septembre courant, et il a réussi à attirer un public nombreux de toutes les tranches d'âge. Des



PH. > D. R.

adultes, des jeunes et moins jeunes viennent quotidiennement découvrir la beauté des œuvres exposées et essaient de découvrir la manière de les réaliser. «Je trouve ces objets très intéressants.

On y découvre une créativité et une intelligence indiscutables», témoigne un maman venu avec son fils. «C'est trop compliqué, mais j'ai aimé ce qu'a fait l'artiste, c'est beau et mignon. J'aimerais pouvoir faire la même chose un jour», ajoute Fares, un enfant de dix ans.

Étudiant en master à l'École nationale supérieure des statistiques et économies appliquées, ce jeune artiste est autodidacte de formation, il s'inspire dans ses œuvres de tout ce que l'œil humain peut rencontrer dans le quotidien (animaux, moyens de transport, outils...).

A l'aide de différents genres de papier, Mohamed Kamel Eddine Maizia a réussi à organiser des expositions dans différentes villes du pays dont Tlemcen, Blida et Alger. Ambitieux depuis son jeune âge, ce jeune artiste compte poursuivre son travail tout en le perfectionnant.

Il est à rappeler que cette exposition se poursuit jusqu'au 20 du mois de septembre courant.

A. S.

Film sur Larbi Ben M'hidi

«Les réserves sur le film, une procédure réglementaire ordinaire»

Les réserves émises par le Centre de Recherche sur le mouvement national et la révolution du 1^{er} novembre 1954 au sujet du film sur Larbi Ben M'hidi est une procédure réglementaire tout à fait ordinaire et en adéquation avec les lois régissant la production cinématographique, a indiqué mardi le directeur du centre, Djamel Eddine Miâadi.

Le directeur du Centre de recherche a rappelé que le réalisateur et coproducteur de ce film, Bachir Derrais, avait reçu des réserves et des observations de la part d'une commission de visionnage, composée d'experts et d'historiens, qu'*«il se doit de prendre en considération en vertu de la loi sur le cinéma et du contrat liant les deux parties»*, avant de projeter le film.

Cette commission, qui œuvre encore à finaliser les réserves et observation sur le film «Ben M'hidi», «garantit l'authenticité des travaux sur la guerre de Libération nationale», explique la même source, rappelant que c'est un travail ordinaire pour toutes les productions du ministère des Moudjahidine dont

«Zabana» de Said Ould Khelifa, «Loffi» de Ahmed Rachedi, ou encore «Crépuscule des ombres» de Mohamed Lakhdar Hamina.

Coproducteur et réalisateur du film «Ben M'hidi», Bachir Derrais avait annoncé que le ministère des Moudjahidine avait «interdit toute projection ou exploitation de son film avant de prendre en considération les réserves émises par la commission de visionnage».

Le film annoncé et retardé à plusieurs reprises était attendu pour cette fin d'année et avait été complètement finalisé et remis aux coproducteurs pour visionnage.

Le réalisateur avait déclaré que le contenu du film avait été rejeté par la commission et qu'il y voyait une «*dangereuse forme de censure et une atteinte à la liberté de création cinématographique*», ajoutant que son travail est resté «*fidèle aux écrits de grandes figures historiques*».

Pour sa part le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, s'exprimant sur l'interdiction d'exploitation du film «Ben M'hidi», a

indiqué que le film devait être «*conforme à son premier scénario*», ajoutant que «*les remarques et réserves émises par la commission doivent être prises en charge pour que le film soit conforme au texte*».

Sur un scénario écrit par Mourad Bourboune et basé sur de nombreux témoignages de compagnons de Larbi Ben M'hidi et de sa famille, ce long métrage, adapté au cinéma par Abdelkrim Bahloul, a été tourné à Alger, Lakhdaria, Biskra, Béchar, Béjaïa et Tlemcen. 30% du tournage ont été effectués dans des studios en Tunisie, où l'équipe du film a reconstitué les décors des années 1940.

Avec un budget de près de 520 millions DA, débloqué à parts égales par les ministères de la Culture et des Moudjahidine, ce projet a également bénéficié de financements accordés par des opérateurs économiques algériens «*publics et privés*» atteignant, au total, une enveloppe avoisinant les 700 millions de DA, précise le réalisateur.

M. K.

Rencontres cinématographiques de Béjaïa

«Jusqu'à la nuit des temps» de Yasmine Chouikh ovationné

«Jusqu'à la fin des temps», le long métrage de Yasmine Chouikh, sorti en 2017, a reçu, lundi soir, au 3^e jour de la 16^e édition des Journées cinématographiques de Béjaïa, une forte ovation, le public ayant apprécié par-delà l'intrigue originale de l'œuvre, sa légèreté, ses sarcasmes et surtout son humour noir, distillé sans retenue, dans un espace (cimetière) pourtant mortifère et inapproprié.

L'histoire, en fait, un drame sentimental, recèle en elle quelque chose de «Camusien», insupportable dans sa trame, tissée entre «*la mort, l'amour et l'absurde*». Et le rire, en a amoindri ses dérives voire sa triste charge émotionnelle dans cet endroit qui empêche la morbidité et l'ennui.

Ali, vieux célibataire de 70 ans, fossoyeur et gardien de cimetière, croise sur son lieu

de travail Djoher, venue y accomplir «*une zïara*» et se recueillir sur la tombe de sa sœur, morte dans l'anonymat après avoir fui le domicile conjugal et les maltraitances subies.

Veuve de son état et désespérée de la vie qui ne lui sourit pas, elle attend patiemment la mort dont elle est certaine qu'elle est imminente, ne manquant pas de solliciter son nouvel ami, d'ailleurs, de préparer ses funérailles.

Et c'est cette entreprise funéraire qui va les réunir dans une relation très complice et va les entraîner dans une spirale amoureuse, peu libidineuse, certes, mais truffée de déclarations, de gestes tendres et d'affection, couronnés par quelques batifolages affriolants, à la plage au bord de l'eau. Seulement, dans le cadre de vie mortuaire et

morbidité dans lequel ils évoluent, ils ne trouvent pas le carburant nécessaire pour entretenir leur flamme, accablés de plus par les pesanteurs sociales et traditionnelles du village qui les empêchent de donner libre cours à leur romance.

Lorsqu'Ali la demande en mariage, Djoher refuse et s'y refuse, estimant qu'une telle aventure n'est plus de son âge et sans vraiment l'avoir souhaité, elle provoque l'irréparable. Humilié et désespéré, Ali, en effet, fuit sa dulcinée et quitte le village.

Une chute terrible, choisie délibérément par Yasmine Chouikh pour montrer l'absurdité de la vie et la vacuité des rapports qui peuvent se rater. Une tonalité malicieuse pour croquer le malaise existentiel et qui confère au film toute sa singularité.

L. B.

AGEND'ART

La galerie Ezzou'Art
Jusqu'au 20 septembre :
Le jeune origamiste Mohamed Kamel Eddine Maizia expose ses dernières œuvres

Galerie d'arts Mohammed-Racim (7, Avenue Pasteur, Alger-Centre)

Jusqu'au 15 septembre :
Exposition collective d'arts plastiques «Regard d'été» avec les artistes Abdelghani Chebouche, Noureddine Chegrane, Amor Driss Lamine Dokman, Madjid Guemroud et Amel Benmohamed.

Salle Atlas
Du 8 au 10 septembre :
Cinivers, collectif culturel qui existe depuis novembre 2014 et qui réunit des amateurs de cinéma, organise dans sa première édition l'AFAC's Week

Espace Galerie (Oued Terfa, El-Achour, Alger)
Du 8 au 10 septembre :
Exposition «Corps et mouvement», animée par Ratiba Aït Chafaâ, artiste plasticienne autodidacte, avec la participation d'autres artistes



Ligue II Mobilis (5^e journée)

Le leader chélifien sur du velours

LE LEADER de la Ligue II Mobilis, l'ASO Chlef, évoluera sur du velours lors de cette 5^e journée en accueillant l'US Biskra à domicile au stade Boumezrag. Les Lions du Chélif se donneront à fond pour remporter un autre succès qui lui permettra d'augmenter son capital-points et prendre, ainsi, son envol et s'assurer une avance solide sur ses concurrents.

Toutefois, les poulains de Samir Zaoui doivent faire très attention à cette formation de l'A Boussaâda qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et tentera le tout pour revenir avec un résultat probant. De son côté, l'ES Mostaganem qui surprend tout le monde avec ce début en force et qui talonne le leader chélifien, aura fort à faire lors de cette journée en accueillant le RC Relizane dans un derby de l'Ouest très prometteur.

Il faut savoir que les Lions de la Mena ont réussi à battre l'USMH et voudraient bien continuer sur cette même lancée, ce qui fait que les Mostaganémois sont avertis et leur mission ne sera pas de tout de repos.

Le WA Tlemcen, troisième au classement, effectue un déplacement difficile à Alger pour croiser le fer avec l'USM El Harrach,

qui souhaite se relancer dans la course avec l'entrée en lice des nouveaux joueurs qui jouent leur second match après que le club ait réussi à éponger ses dettes.

Nul doute que les gars d'El Harrach feront le pressing dès le début pour tenter de prendre les trois points qui restent très importants pour la suite de la compétition.

Le MC El Eulma qui envisage de jouer l'accession aura un déplacement périlleux à effectuer en se rendant chez le promu NC Magra qui a un besoin pressant de points pour s'assurer le maintien le plus tôt possible. L'USM Blida qui a aussi régler le problème des dettes et jouera avec un effectif au complet, donnera la réplique à l'Amal Boussaâda dans une rencontre équilibrée. **M.M.**

LE PROGRAMME :

Vendredi 7 septembre 2018 à 17h :

- JSMS-ASMO
- MCS-USMA
- JSMB-RCK
- USMB-ABS
- NCM-MCEE
- ESM-RCR
- USMH-WAT
- ASO-WB

Ligue 1 Mobilis (3^e journée/Mise à jour du calendrier)

L'USMA prend les commandes

L'USM ALGER, large vainqueur du CA Bordj Bou Arréridj 3-1, mi-temps (2-1) mardi soir au stade Omar-Hamadi en match de mise à jour du calendrier du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, a pris la tête du classement.

Les buts de la rencontre ont été inscrits par Bouderbhal (8), Meftah (32), Ibara (52) pour l'USM Alger et Meftahi (10) pour le CA Bordj Bou Arréridj. A la faveur de ce succès, le troisième en quatre matchs, l'USM Alger est leader avec 9 points avec une longueur d'avance sur le duo AS Ain M'ilia - MO Béjaïa (8 points). Dans l'autre match de mise à jour de la 3^e journée, l'ES Sétif a été accrochée à domicile par Paradou AC 1-1, mi-temps 0-0. Les buts du match ont été marqués par Naidji (60) pour Paradou et Bouguelmouna (89 SP) pour l'ESS. Avec ce nul, l'ES Sétif rejoint la JS Saoura à la quatrième place avec 7 points, alors que le Paradou partage la sixième position avec la JS Kabylie (6 points).

Un peu plus tôt dans la Journée, le CR Belouizdad et le MC Alger avaient fait match nul

(0-0) en match disputé au stade 20-Août (Alger). Ces trois matches avaient été reportés en raison de la participation aux compétitions africaines de l'ESS et du MCA (Ligue des champions) et de l'USM Alger (Coupe de la Confédération).

RÉSULTATS :

CRB- MCA	0-0
USMA - CABBA	3-1
ESS- PAC	1-1

	Pts	J
1. USM Alger	9	4
2. AS Ain-M'ilia	8	4
— MO Béjaïa	8	4
4. JS Saoura	7	4
- ES Sétif	7	4
-6- JS Kabylie	6	4
- . Paradou AC	6	4
-8- CSC	5	4
— NAHD	5	4
— MC Alger	5	4
11. O. Médéa	4	4
12. USM Bel-Abbès	3	4
13- CABBA Arreridj	3	4
14- MC Oran	2	4
— CR Belouizdad	2	4
16. DRB Tadjenanet	0	4

Coupe arabe des clubs (1/16^e de finale retour)

USMA-Forces Aériennes se jouera à Bologhine

LE MATCH USM Alger - Forces Aériennes d'Irak, comptant pour les seizièmes de finale retour de la Coupe arabe, initialement prévu au stade 5-Juillet, se jouera finalement à Omar-Hamadi (Bologhine) le dimanche 9 septembre à 19h00, a indiqué mardi le club algérois de Ligue 1. La décision de délocaliser cette rencontre a été prise par l'USM Alger en raison de la fermeture du stade 5-Juillet pour travaux. La demande envoyée par la direction du représentant algérien afin de recevoir la formation irakienne des Forces Aériennes au stade Omar-Hamadi a été acceptée par l'Union arabe de football, précise la même source. Au match aller disputé le 8 août dernier à Kerbala, l'USM Alger s'était imposée sur le score de 1 à 0. Le but de la victoire avait été inscrit par Mahious à la 72^e minute. Deux autres clubs algériens sont engagés dans cette compétition : l'ES Sétif qui a composé son billet pour le prochain tour en éliminant Al-Ain (EAU) (2-1, 0-1) alors que le MC Alger a fait un grand pas vers la qualification après son succès contre Al Rifaa du Bahrein (2-1) le 9 août à Manama en match aller.

Equipe nationale de football
Les Verts s'envolent aujourd'hui pour Banjul

■ L'équipe nationale de football, sous la conduite du nouveau sélectionneur national Djamel Belmadi, prend aujourd'hui l'avion pour la capitale gambienne Banjul, afin d'affronter samedi, 8 septembre, la sélection locale pour le compte de la deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2019.



Par Mahfoud M.

Les joueurs et autres membres des staffs, technique, médical et administratif, prendront l'avion juste après avoir déjeuné au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa. Pour ce qui est de l'effectif, il faut savoir que le joueur de Nottingham Forest, Hilal Soudani, a officiellement quitté le stade de la sélection étant blessé, tout comme l'avait fait avant lui Abdellaoui, qui lui aussi souffrait d'une blessure et avait été remplacé par le jeune défenseur de l'ES Sétif, Bedrane. La sélection s'était entraînée hier au stade Tchaker de Blida sur

demande du coach national et la séance était fermée à la presse, alors que celle d'aujourd'hui aura lieu à Sidi Moussa et sera, par contre, ouverte aux médias, avec une zone mixte avant le début de la séance qui permettra aux journalistes d'interviewer les joueurs. Les Verts auront une dernière séance d'entraînement le vendredi à Banjul et qui sera importante pour le coach national qui devra effectuer les dernières retouches avant le match. Cinq séances devaient être suffisantes pour l'entraîneur afin d'avoir une idée sur son groupe, ce qui lui permettra d'aligner un onze capable de réussir un résultat probant lors de cette rencontre, comme le souhaite le nouveau sélectionneur national qui a appelé les joueurs à se surpasser pour réussir ce premier match avec lui. Belmadi a été clair lors de sa dernière conférence de presse, avouant que les joueurs sont conscients de ce qui les attend lors de ce match et souhaitent vivement l'emporter pour prouver qu'ils ne sont pas finis, surtout qu'il a fait appel à des éléments qu'il a appelés «revanchards», allusion faite aux éléments qui avaient été écartés par l'ancien staff et qu'il a retenus pour ce match. **M. M.**

Stade Habib-Bouakeul d'Oran
L'éclairage pose problème

Le stade Habib-Bouakeul à Oran devra ouvrir ses portes dans les prochains jours après avoir bénéficié d'une vaste opération de réhabilitation. Toutefois, le problème d'éclairage perdure toujours, a-t-on appris mardi de la direction de cette infrastructure. Les installations d'usage dont dispose le stade ne répondent plus aux

normes, à cause de l'exploitation illicite du poste électrique alimentant cette enceinte par des occupants d'habitations précaires, érigées non loin du stade, a déploré la même source. Cette situation risque de jouer un mauvais tour à l'ASM Oran, le club de Ligue II Mobilis qui accueille ses adversaires à Habib-Bouakeul, dans la mesure où la commission d'audit des stades tient en compte la qualité de l'éclairage dans toute décision d'homologation des sites footballistiques concernés par les rencontres du deuxième palier. Depuis le début de cet exercice, l'ASMO a été contraint de délocaliser ses rencontres à domicile au grand stade d'Oran, Ahmed-Zabana, pour permettre l'achèvement des travaux effectués à Bouakeul depuis un peu plus d'un mois. Les travaux en question touchent à leur fin,

assurant la même source, se réjouissant au passage de la pose d'une nouvelle pelouse synthétique de cinquième génération, ainsi que la rénovation des vestiaires. Le stade avait bénéficié en avril dernier d'une enveloppe budgétaire de l'ordre de 32 millions DA, dégagée des Fonds de garantie et solidarité des collectivités locales, pour la pose d'une nouvelle pelouse synthétique. Les dirigeants et les membres du staff technique de l'ASMO ont réclamé à de nombreuses reprises le changement de la pelouse devenue «très dangereuse» pour les joueurs, faisant état de la blessure de certains d'entre eux, rappelle-t-on. Il était prévu aussi que ce stade soit doté de nouveaux vestiaires sur budget de la commune d'Oran. L'opération a été reportée à décembre prochain, selon la même source.

Ph. > D. R.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Skikda

Un incendie ravage 30 constructions préfabriquées

PAS MOINS de 30 constructions préfabriquées ont été ravagées par un incendie survenu durant la nuit de mardi à mercredi à la base de vie inoccupée de l'entreprise japonaise Coojal, chargée de la réalisation de l'autoroute Est-Ouest dans son tronçon relevant de la zone de Seyafa dans la commune d'Azzaba (Est de Skikda), a-t-on appris hier auprès de la Protection civile. L'incendie qui s'est déclenché vers minuit, a nécessité l'intervention de deux unités principales de ce corps

constitué des communes d'Azzaba et d'El Harrouch totalisant 16 agents de divers grades, a précisé la même source, soulignant que quatre grands camions anti-incendie et une ambulance ont été mobilisés. L'opération d'extinction du feu a duré presque quatre heures, ajoute la même source, faisant savoir qu'aucune perte humaine n'est à déplorer. Une enquête a été diligentée par les services concernés afin de déterminer les causes exactes de cet incendie, a conclu la même source. Y. N.

Batna

Le site archéologique Diana Veteranorum bientôt clôturé

UNE OPÉRATION de réalisation d'une clôture autour du site archéologique Diana Veteranorum, dans la commune de Zana El Beidha, à près de 50 km au nord-ouest de la ville de Batna, sera lancée «dans les prochains jours» sous l'égide de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels (Ogebc), a indiqué, hier, le directeur de la culture, Omar Kebour. L'entreprise chargée des travaux a été désignée et se trouve sur site pour engager les travaux qui dureront «environ trois mois au maximum», a ajouté la même source qui a inscrit l'opération dans le cadre du plan d'urgence de protection des sites archéologiques des wilayas de Tipaza, Annaba et M'sila au côté du site de Timgad (Batna) dont les travaux touchent à leur fin. Diana Veteranorum a été ajouté au plan inscrit en 2008 suite aux multiples correspondances adressées par la direction locale de la culture au ministère de la Culture sur l'impérative intervention pour stopper la dégradation des ruines de ce site historique, selon M. Kebour. L'opération permettra de préserver notamment de l'expansion urbaine ces vestiges romains situés à proximité de l'agglomération urbaine secondaire Zana Ouled Sebaâ, sur le chemin de wilaya CW-153 reliant la RN-75 à la commune d'Oued El Ma, a ajouté le même cadre.

Diana, une cité romaine du II^e siècle

Diana Veteranorum est une cité romaine construite au II^e siècle par la troisième légion Auguste sur les plaines des royaumes numides dans le cadre de l'expansion de la colonisation romaine, selon le service du patrimoine archéologique de la direction de la culture. Passée sous le contrôle successif des Vandales et des Byzantins, la cité qui serait en grande partie ensevelie sous terre a été classée en 1900 patrimoine national. Cette décision a

été reconduite par le Bulletin officiel n° 7 du 23 janvier 1968. Les principaux vestiges visibles de la cité sont deux arcs de triomphes, le temple, le forum, des bains et une forteresse byzantine.

Ce site archéologique où les fouilles avaient débuté sous l'occupation en 1850, occupe une aire de 76,5 hectares, selon la même source qui note que la délimitation de la zone archéologique a déjà été réalisée ainsi que l'étude de préservation et de valorisation du site classé zone non-urbanisable par le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisation de la commune de Zana El Beidha, est-il indiqué. Diana Veteranorum, qui doit son nom à la divinité romaine de la chasse, était à l'origine une bourgade pour les militaires vétérans romains, selon Madjid Belkarsse, représentant local de l'Ogebc et responsable du musée et site de Timgad ainsi que de l'opération de clôture qui estime que les restes de poteries, les mosaïques trouvées et les vestiges d'édifice montrent que la cité avait connu par la suite une grande évolution. Selon ce même spécialiste, beaucoup d'archéologues pensent que la mise au jour de tous les vestiges encore enfouis de Diana Veteranorum considérée comme «la cité sœur de Timgad» «fera même oublier à tous la cité archéologique de Timgad».

Lyes C.

En Algérie, on meurt encore de Choléra



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tablat

Un réseau spécialisé dans les faux billets neutralisé

Des éléments de la brigade de gendarmerie de Mezghena, localité relevant de Tablat, ont procédé, lors d'un contrôle routier, à l'arrestation de deux individus en possession de plusieurs faux billets en coupures de 2 000 DA.

Par Slim O.

Un réseau spécialisé dans la fabrication de faux billets a été démantelé récemment par la gendarmerie de Tablat qui a procédé à la saisie d'un matériel qui servait à l'impression de ces faux billets, a-t-on appris hier auprès du groupement de gendarmerie de

Médéa. Agissant sur la base de renseignements relatifs à un trafic de faux billets de monnaie nationale au niveau de la daïra de Tablat, nord-est de Médéa, des éléments de la brigade de gendarmerie de Mezghena, localité relevant de cette daïra, ont procédé, lors d'un contrôle routier, à l'arrestation de deux individus en possession de plu-

sieurs faux billets en coupures de 2 000 DA, a indiqué la même source. L'enquête diligentée par la gendarmerie a abouti à l'arrestation d'un autre individu, natif de la commune de Tablat, au domicile duquel les enquêteurs ont trouvé divers équipements utilisés dans la fabrication de faux billets.

S. O./APS

Communication

Djamel Kaouane effectue une visite au CNDPI

Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a effectué mercredi une visite au Centre national de documentation de presse d'images et d'information (CNDPI), où il a tenu une séance de travail avec son directeur général, Oussedik Mohamed Saïd, indique le ministère de la Communication dans un communiqué. Le ministre a, à cette occasion, fait le tour des différents services où «les documentalistes, techniciens et autres professionnels de la numérisation œuvrent à l'exécution des missions dévolues au Centre», note la même source. Le CNDPI est «un acteur important dans le

dispositif médiatique algérien, car il est le lieu de la mémoire documentaire nationale», a rappelé le ministre, ajoutant que ses missions, «pour traditionnelles qu'elles soient, n'en nécessitent pas moins une adaptation continue des moyens et des compétences qui doivent sans cesse s'imprégner du développement de l'information et de la communication à l'ère du tout-numérique». Cette visite «vient éprouver et conforter le processus professionnel qui articule les missions du CNDPI, lesquelles consistent à collecter, à conserver et préserver l'ensemble du patrimoine scriptural, photographique et audiovisuel national»,

souligne la même source.

APS

Suspicion de choléra Un avion parti d'Algérie atterri à Perpignan

L'INFORMATION était relayée par les médias français qui ont fait état de «suspicion de cas de choléra parmi les passagers» d'un vol en provenance d'Oran, et qui a atterri à Perpignan (France).

L'appareil appartenant à la compagnie ASL Airlines selon les médias a atterri à l'aéroport de Perpignan mercredi à 13h 45 Mn et les 150 passagers ont été confinés dans l'avion. Selon l'AFP qui se réfère aux pompiers dépêchés sur place, «un enfant est susceptible d'être porteur du choléra et a été évacué vers l'hôpital» pour examens approfondis. Les autorités aéroportuaires ont procédé à l'évacuation des passagers et de tout le personnel navigant à bord de cet appareil.

A. S.

Ksar-el-Boukhari

Un atelier de fabrication de fusils et de munitions découvert

UN ATELIER clandestin de fabrication de fusils et de munitions a été découvert récemment à Ksar-el-Boukhari, sud de Médéa, par la gendarmerie qui a récupéré plusieurs fusils, une quantité de cartouches et du matériel de fabrication, a-t-on appris hier auprès du groupement de gendarmerie de Médéa. La découverte de cet atelier clandestin est intervenue suite à une enquête minutieuse menée par la brigade de gendarmerie de Ksar-el-Boukhari, dans la cadre de la lutte perma-

nente contre le crime organisé, a-t-on indiqué de même source, précisant que neuf fusils ainsi que des munitions de fabrication locale et étrangère ont été trouvés à l'intérieur de cet atelier. Différents types d'outils et des produits servant à la confection de cartouches ont été également récupérés lors de cette opération, a-t-on ajouté, précisant que le propriétaire de cet atelier a été présenté devant la justice et écroué.

Mahi Y.